



Compte-rendu de la RIS intersyndicale "Direction d'école" du jeudi 8 octobre 2020

Cette rentrée, décidément hors-norme et chaotique, voit se cumuler la gestion de la crise liée au Covid, une carte scolaire qui ne tient aucun compte des conséquences du confinement avec de nouvelles fermetures de classes après la rentrée, de nombreux postes restés vacants plusieurs semaines après la rentrée, le non remplacement des collègues, la gestion des demandes institutionnelles déconnectées de la réalité du terrain...

Dans ce contexte, le décès de Christine Renon résonne encore fortement chez les enseignant.e.s et notamment chez les directrices-teurs du Val-de-Marne, qui ne cessent d'alerter sur la dégradation des conditions de travail.

C'est pourquoi les syndicats enseignants du premier degré du Val-de-Marne, Snudi-FO, SNUipp-FSU, SUD-Education et CGT-Educ'action, ont pris l'initiative d'appeler à une assemblée en présentiel et distanciel sous forme de RIS, Jeudi 8 octobre.

Plus de 120 collègues, très majoritairement directrices et directeurs, ont participé à cette RIS.

Les interventions ont clairement exprimé à la fois le grand épuisement dans lequel se retrouvent nombre de collègues chargé.e.s de direction, une colère quant à la dégradation des conditions de travail et à l'accroissement des demandes incessantes de la hiérarchie, éloignant les directrices-teurs de ce qui devrait être leurs missions principales, ainsi que leurs craintes quant aux projets ministériels sur la direction d'école :

•« *J'en suis arrivé à faire une demande de bilan de compétences, pour changer de métier. Je suis pourtant un enfant de la République, j'avais choisi d'être enseignant par engagement, pour rendre à l'Ecole ce qu'elle m'avait donné et je vis ça comme une trahison. Mais il n'y a plus de remplacement en maternelle, les mêmes demandes institutionnelles selon que l'on soit quart ou totalement déchargé, trop de pression au travail, pour trop peu de reconnaissance, ce n'est plus possible. »*

•« *Nous n'avons plus de RASED, on a des mômes qui nous explosent au visage. Pas de remplacement, y compris en ULIS. Je ne suis plus directrice mais pompier de service. Malgré ça, l'IEN nous met la pression pour faire remonter les résultats des évals CP-CE1. Aujourd'hui j'ai failli rentrer chez moi d'épuisement. On aurait besoin d'une Administration qui soutient, pas qui nous met continuellement la pression. Et ce n'est pas le projet de loi Rilhac qui va améliorer notre situation, bien au contraire ! »*

•« *Je n'ai pas été remplacée sur ma décharge de direction depuis 3 semaines ! Les parents vont bientôt occuper l'école ! »*

•« *La situation s'est particulièrement dégradée avec la suppression des aides administratives. Aujourd'hui nous sommes seules. »*

•« *Ce qui pèse sur les directeurs, ce sont aussi les conditions de travail qui se dégradent pour tous les collègues. Par exemple, les absences non remplacées, ce sont des directeurs qui doivent harceler les services pour avoir un remplaçant, répartir les élèves, dans certains cas prendre des classes, gérer les*

tensions avec les parents, etc. On sait qu'on manque de postes, mais lorsque les circonscriptions géraient le remplacement on avait une lisibilité, l'information remontait directement du terrain. Depuis que la gestion est faite directement par la DSDEN, c'est n'importe quoi ! On ne sait jamais quand on va être remplacé, des remplaçants ne sont pas appelés alors qu'il y a le feu dans les écoles, l'information ne circule plus... On a cassé ce qui fonctionnait tant bien que mal, et la crise du Covid a complètement fait craquer le système. »

•« Il faut marquer le coup, ce n'est plus possible. Il faut agir ! On avait bien fait une grève administrative. Déjà on ne rend pas nos projets d'école ! »

Motion votée à l'issue de la RIS ayant rassemblé plus de 120 collègues, directrices-teurs et adjoint.e.s :

« Un an après le suicide de Christine Renon, après 5 semaines d'école, les directrices et les directeurs sont déjà épuisés. Dans les faits, la situation des directions d'écoles est bien pire qu'il y a un an. Les conditions sont intenable et ce n'est pas la promesse d'une prime Covid de 450 € qui pourra nous satisfaire. Ce n'est pas un hasard si au niveau national près de 4000 postes sont restés vacants.

Il y a urgence à construire une riposte collective :

- Augmentation des décharges pour tous et toutes en commençant par le rétablissement des normes de décharges départementales en zone banale (1/2 décharge à 8 classes et décharge complète à 12), de la clause de sauvegarde (qui permettait de conserver un an sa décharge même si une école avait une fermeture), comptabilisation des UPEAA comme des classes.
- Allègement des tâches et dans l'immédiat le report de toutes les opérations concernant le projet d'école à la prochaine année scolaire.
- Une aide administrative à temps complet avec des postes statutaires de fonctionnaires dans toutes les écoles.
- Abandon de la loi Rilhac, qui laisse la porte ouverte à des décrets ministériels transformant le directeur en supérieur hiérarchique, ou lui transférant des prérogatives des IEN. »

Motion votée à l'unanimité des présent.e.s, moins 1 abstention.

Sur cette base, les organisations syndicales du Val-de-Marne proposent :

•dans l'immédiat, **de ne rien remonter concernant le projet d'école**, ni bilan, ni nouveau projet !

•**de faire signer massivement** cette motion,

•**d'organiser des réunions dans les circonscriptions** (sous forme de RIS ou autre) avec les organisations syndicales pour préciser les revendications et doléances à déposer auprès des IEN, aborder toutes les questions locales urgentes : chaos du remplacement géré au niveau départemental, décharges non remplacées, multiplication des demandes institutionnelles envers les directions d'écoles ... « **On fera quand ça aura du sens et quand on aura le temps !** »

•**de prendre contact** avec les associations de parents d'élèves du département et autres sections syndicales départementales, notamment de la RP, afin d'élargir et coordonner ces actions sur la base des 4 revendications communes,

•d'organiser, après les vacances d'automne, un **rassemblement** devant la Direction Académique ainsi qu'une **conférence de presse**.